

L'Encyclopédie de Genève, une "connaissance renouvelée" de Genève?

Autor(en): **Santschi, Catherine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **43 (1993)**

Heft 4: **Kantonsgeschichte = Histoire des cantons**

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-81105>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Encyclopédie de Genève, une «connaissance renouvelée» de Genève?

Catherine Santschi

Zusammenfassung

Dieser Beitrag ist ein Bericht über eine Begegnung zwischen drei Partnern. Die Begegnung hat stattgefunden erstens mit Leuten, welche mit einer Serie von Büchern eine erneuerte Vision der Genfer Geschichte und des Genfer Lebens publizieren wollten; zweitens mit mehreren Autorenequipen, die sich aus Angehörigen der Universitäten und Spezialisten der Lokalgeschichte zusammensetzen; und drittens mit einem Publikum, das am Ende des 20. Jahrhunderts den Stand der Kenntnisse über Genfer erfahren will. Der Aufsatz zeigt auch, wie die Verwirklichung eines solchen Projektes durch die Konfrontation von Idee und Realität die Autoren und Autorinnen zwingt, ihre persönlichen Konzepte zu überdenken und weiterzuentwickeln.

La rédaction de la *Revue suisse d'histoire*, en incitant l'auteur de ces lignes à contribuer à un numéro thématique sur l'historiographie cantonale, lui a donné «toute latitude pour traiter l'histoire de Genève à travers l'expérience de l'Encyclopédie genevoise». Cette demande a été comprise comme un appel à donner un témoignage personnel et acceptée comme telle, bien qu'elle soit peu compatible avec l'idéal calviniste de l'effacement devant l'œuvre commune. Mais en décrivant ici un projet, en mesurant la distance entre la réalisation et le propos initial, on n'entend pas passer sous silence l'enthousiasme et l'abnégation des auteurs, des artisans, des membres du comité et de l'Association de l'Encyclopédie de Genève qui ont permis la concrétisation d'une idée et qui l'ont aussi fait évoluer dans une direction plus réaliste, plus propre à satisfaire les besoins et les attentes légitimes du public. Que tous ces collaborateurs trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

Les modèles

Il est inutile de vouloir cacher ce que l'idée d'une Encyclopédie de Genève doit à l'exemple d'une entreprise voisine, l'*Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud*, commencée dans les années soixante et achevée en 1987. Du reste, les incitations commerciales se réfèrent expressément à cette série. Entreprise privée, au service de laquelle s'est mise une équipe d'amis désireuse de faire quelque chose pour le pays (à Genève pour la cité), l'équipe des Genevois s'est heurtée comme celle des Vaudois à la méfiance de l'establishment intellectuel, puis, à la suite du succès remporté devant le grand public, a fait l'objet de mainte tentative de récupération.

Mais les ressemblances s'arrêtent là, car la conception de l'œuvre, qui s'est imposée en grande partie, était profondément différente du modèle vaudois, sagement aligné sur les disciplines enseignées à l'école et à l'Université, dont la cheville ouvrière s'irrite d'ailleurs de ne pas retrouver l'histoire de Genève – conçue sans doute comme un récit chronologique de «faits» – dans notre structure thématique¹.

La conception de l'histoire qui était à la base du projet genevois prenait ses sources dans diverses rencontres et expériences, dont la plus «folklorique» est sans doute une vieille amitié avec un étudiant perpétuel de l'Université de Lausanne amoureux du paradoxe²: «L'histoire, disait cet original à l'archiviste tout imbue de ses sources et de ses méthodes, l'histoire n'est pas dans tes documents, elle est en toi.»

Que voulait-il dire par là? Peut-être pour sauver ma discipline et tous les efforts que j'avais faits pour l'acquérir et pour m'y affirmer, je continue d'admettre que les documents peuvent au moins servir de repères pour découvrir les réalités du passé. Mais je reconnais aussi que nous les interprétons avec une bonne part de subjectivité. Nous n'y trouvons de réponses qu'aux seules questions que nous nous sommes posées et que nous leur avons posées, donc nous n'y lisons que ce que nous avons en nous, les fruits de notre héritage culturel.

De tels raisonnements étaient assez contestataires pour me faire regarder alors – nous étions au milieu des années soixante-dix – avec suspicion

1 «La matière y est plus disséminée et il faut consulter l'ensemble des tomes pour reconstituer le tout» (Lucienne Hubler: «Histoire(s) cantonale(s)», dans *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven – 1991. L'histoire en Suisse. Bilan et perspectives – 1991*, Bâle, 1992, p. 412.

2 Wadim Anatrà, un Russe porteur du passeport italien, immatriculé à l'Université de Lausanne depuis un temps immémorial, aujourd'hui décédé. Il était, à ce que l'on disait, au bénéfice d'une bourse pour toute la durée de ses études. Il avait donc passé par toutes les facultés, sauf celle de médecine, sans avoir acquis aucun diplôme, qui aurait mis fin à sa situation de boursier. L'étendue de ses connaissances, la capacité de sa mémoire, mais surtout son goût très bellétien pour le paradoxe fascinaient les étudiants que nous étions, immatriculés au début des années soixante.

par la corporation des historiens. Pourtant, dans mes recherches sur l'historiographie, sur la manière dont les historiens utilisent leurs sources et celle dont les peuples et les gouvernements recomposent leur histoire, j'avais parcouru un chemin qui me conduisait à des réflexions très semblables³.

Même dans les milieux académiques, une certaine inquiétude se faisait sentir: par exemple à l'Université de Constance, le professeur Arno Borst, publiant ses conférences et ses études sur le monachisme dans la région du Bodan⁴, avouait trouver plus de vérité historique dans les chroniques et les témoignages des moines du Moyen Age que dans les travaux des médiévistes érudits des XIX^e et XX^e siècles. Il avouait aussi son trouble devant une société qui, sous couleur de recherche historique, traite ses morts en objets et joue avec leur cadavre sans respect pour ce qui a été leur vie.

Archives et historiographie

Une autre expérience, les débuts du «préarchivage» dans l'administration genevoise, dans le cadre de mon activité aux Archives d'Etat, m'ont incitée à remettre en question le discours traditionnel sur l'histoire. Ayant reçu pour tâche de visiter les services de l'administration, les secrétariats généraux des départements, les greffes des juridictions et les secrétariats des commissions, et de donner des directives pour le tri et la gestion en général des archives qui s'y accumulaient, j'y rencontrai des chefs de service, scientifiques ou techniciens de haut niveau, à qui l'expérience et les connaissances conféraient une vision synthétique de leur activité, de sa place dans l'Etat et dans la société, et... un regard critique sur la valeur des documents qu'ils produisaient et accumulaient.

Les historiens de la corporation diront sans doute qu'ils ont l'habitude de tirer des documents autre chose que ce que leurs auteurs ont voulu ou prétendu y mettre, et qu'ils ont depuis longtemps des méthodes critiques qui leur permettent de voir, à travers un document juridique ou administratif, d'autres réalités⁵. Voire... par ces méandres académiques, devenus aujourd'hui plus techniques que philosophiques, sommes-nous vraiment capables de redire l'histoire «telle qu'elle s'est vraiment passée»? Il y a longtemps que l'on a renoncé à une telle prétention. De fait, les hauts

3 Catherine Santschi: *Les évêques de Lausanne et leurs historiens des origines au XVIII^e siècle. Erudition et société*, Lausanne, 1975 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 3^e série, t. XI); id., *La Mémoire des Suisses. Histoire des fêtes nationales du XIII^e au XX^e siècle*, Genève, 1991, 111 p.

4 Arno Borst: *Mönche am Bodensee*, Sigmaringen, 1978, p. 16-17.

5 Henri-Irénée Marrou (*De la connaissance historique*, 4^e éd., Paris, 1964, p. 70 et suiv.) est très sensible à ce décalage entre le document et la recherche de l'historien.

fonctionnaires dont j'écoutais les explications me renvoyaient au vieil étudiant perpétuel: l'histoire était en eux.

Écoutant ces discours et ces réflexions, comparant ces masses d'archives nouvelles, portant sur des aspects qui n'avaient guère été étudiés jusque là par les historiens qui fréquentaient les Archives, avec l'héritage traditionnel des Pièces Historiques, des Registres du Conseil et des papiers des «Chambres» assurant l'administration de l'ancienne République, j'y voyais bien des ressemblances. Mais ce que je voyais surtout dans ces nouvelles séries, c'était l'élargissement du champ d'étude pour l'historien, et les voies qui s'ouvraient pour une historiographie plus sociologique. Au reste, on voyait s'élaborer et paraître, à la barbe de ceux qui croyaient à un monopole des Archives sur l'histoire genevoise, une quantité de travaux utiles à l'histoire de Genève, qui pourtant ne recouraient guère aux fonds des Archives d'Etat.

Une Encyclopédie pour quel public?

Le discours académique et traditionnel sur le passé ne me paraissait pas seulement inadapté à son objet, mais aussi au public. Il nous semblait, au petit comité provisoire qui s'était réuni autour d'une idée d'encyclopédie et à moi-même, qu'il y avait quelque chose à faire pour un public plus large que celui des historiens spécialisés. Non tellement pour augmenter ses connaissances en diffusant sous forme didactique le fruit des recherches approfondies des historiens professionnels, mais plutôt pour le faire réfléchir sur son passé, sur son destin.

Par la suite, une autre utilité de l'Encyclopédie est apparue, du fait que nous n'envisagions pas seulement le récit des faits passés, mais tous ou presque tous les aspects de la vie genevoise: les universitaires très spécialisés du XX^e siècle finissant attendaient d'une telle entreprise qu'elle jette des ponts entre les disciplines et qu'elle permette aux savants d'une catégorie de comprendre ou de s'informer de ce qui se passait dans les catégories voisines.

Tout en appréciant que notre travail fût utile, nous nous demandons aujourd'hui si un tel raisonnement n'était pas une forme de récupération, voire de dévalorisation de l'entreprise: car de la connaissance et de la réflexion qui conduisent à la sagesse, on dégringolait ainsi vers l'information. Et de la mémoire on évoluait vers la documentation, discipline technique et non philosophique.

Quelle chronologie adopter ?

A la même époque où je découvrais les archives récentes et les joies de l'enquête orale, fonctionnant comme commissaire aux publications de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, j'ai été amenée à m'intéresser aux méthodes de l'archéologie. Il s'agissait de mettre au net et de publier, évidemment en étroite collaboration avec l'auteur, l'ouvrage de M. Charles Bonnet, futur archéologue cantonal, sur les premiers édifices chrétiens du temple de la Madeleine à Genève⁶. Il y avait dans ce travail de nombreux éléments déroutants, qui obligeaient à s'interroger sur les fondements épistémologiques de l'archéologie – bien que nous ayons finalement renoncé, ce que je regrette amèrement aujourd'hui, à publier le texte le plus déroutant, une contribution de la linguiste Marie-Salomé Lagrange, qui montrait non sans malice comment le langage, le choix des mots et des termes techniques créait en quelque sorte la «réalité archéologique». Cherchant moi-même à comprendre comment on interprétait les restes archéologiques, il me semblait que l'on devait aller du plus connu au moins connu, partir du présent, qui est connu, pour s'enfoncer toujours plus dans le passé, donc dans la profondeur des fouilles archéologiques.

Cette approche a pu séduire. Charles Bonnet, qui s'associa dès le début au projet de l'Encyclopédie, pensait que mon idée d'écrire l'histoire en remontant dans le temps était probablement juste, mais irréalisable, et que tous les essais tentés selon cette méthode avaient donné des textes incompréhensibles⁷.

Cela montre le chemin parcouru par ce que l'on pourrait appeler «les classes moyennes en matière historique». Alors que jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, seule une élite restreinte maîtrisait la chronologie longue, alors qu'une personne normale ne peut saisir qu'une période de vingt-cinq ans correspondant à sa génération, les schémas chronologiques scolaires font désormais partie de notre culture – pour peu de temps encore, car aujourd'hui une approche plus ethnologique ou sociologique de l'histoire tend à remettre en question la «bonne vieille chronologie».

6 Charles Bonnet: *Les premiers édifices chrétiens de la Madeleine à Genève*, Genève, 1977 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, série in-4°, t. VIII).

7 J'ai tenté une fois l'expérience sous mon unique responsabilité, dans un travail sur les ermites de Longeborgne (C. Santschi, Gaëtan Cassina, Bernard Wyder: *L'ermitage de Longeborgne*, Sion, 1979, Sedunum nostrum, annuaire n° 9). Ce travail était tout à fait compréhensible, mais a agacé les historiens «institutionnels».

Vers la concrétisation

Tout cela, c'étaient des discussions d'étudiants prolongés, qui auraient pu durer encore longtemps dans les innombrables estaminets qui entourent les Archives d'Etat. Confronté au contexte économique et social, notre projet devait montrer ses limites, par le simple fait qu'un auteur tout seul n'en pouvait venir à bout. Pour certains de nos partenaires, même de nos amis, l'idée d'une Encyclopédie de Genève était d'abord un projet éditorial, donc commercial. Il fallait donc trouver la base financière, et montrer aux futurs sponsors un «produit» qui fût prestigieux. Et les professionnels de se mettre au travail, de plancher sur des projets de maquettes, comptant les signes, les pages, calculant les prix de revient, les chiffres de tirage, les prix de vente, les pourcentages des éditeurs, des auteurs, les marges des libraires et des diffuseurs... et arrivant naturellement à des prévisions pessimistes et décourageantes. Depuis, j'ai appris – c'était un fait avéré – qu'un ouvrage édité par des professionnels coûte beaucoup plus cher qu'un ouvrage semblable publié par des bénévoles.

C'est la Société genevoise d'utilité publique, ou plutôt son président, M. Jean de Senarclens, qui nous a tirés de peine. Cultivé, disponible, doué d'une puissance de travail peu commune et d'une longue expérience en matière d'édition, Jean de Senarclens n'a pas ménagé sa peine pour constituer un capital de dotation en allant frapper à diverses portes, a organisé le travail, redressé les méandres de nos réflexions épistémologiques pour aboutir à des réalisations plus simples, plus limitées, mais concrètes, sans hésiter à entreprendre lui-même des enquêtes sur divers sujets pour donner l'exemple aux auteurs.

La structure thématique

Cependant, nous poursuivions notre réflexion sur le fond avec un comité provisoire qui était plus tenté par l'aventure intellectuelle que par l'éventuel profit financier. Ce comité admit le principe d'une encyclopédie thématique où, selon la formule désormais consacrée, «l'épaisseur historique» serait comme le socle intellectuel de chaque aspect de la vie genevoise ou de chaque question traitée.

Ces différents thèmes, il fallait les présenter dans leur cadre. Pensant au Moyen Age, où les praticiens du même «art» ou du même métier étaient groupés dans la même rue (à Genève, il reste la rue des Chaudronniers, anciennement des Peyroliers, la rue de la Pélisserie, celle de la Boulangerie, d'autres encore), je proposai une structure géographique: on aurait décrit le Canton quartier par quartier, commune par commune, avec ses

activités propres: à la campagne les agriculteurs et les viticulteurs, dans le quartier des banques l'activité bancaire, dans la Vieille Ville le gouvernement, l'administration et la justice, à la Jonction et à la Praille l'industrie ou ce qu'il en restait, etc. De cette manière, j'espérais combler une grave lacune de l'historiographie genevoise et procurer aux lecteurs des études sur la campagne, en particulier sur les communes réunies à Genève en 1815, cruellement négligées alors par les historiens.

Mais les membres du comité me firent bientôt comprendre que je mettais la charrue devant les bœufs: les activités étaient trop dispersées dans la région genevoise pour que l'on pût obtenir un tableau géographique cohérent. Il fallait partir des activités pour décrire *ensuite* les édifices et les zones dans lesquels elles se déroulaient. Cela n'empêchait du reste pas que l'on consacrât au moins un volume à la campagne genevoise et à ses divers aspects.

C'est ce qui a été réalisé sans trop de peine dans les neuf premiers volumes, et qui a abouti à parler de l'art et de l'architecture à propos de chacune de leurs «fonctions»: l'architecture des fermes et des villas à propos de la campagne, l'architecture des banques et des magasins à propos de la banque et du commerce, celle des églises dans le volume consacré aux religions, celle des usines dans le tome traitant de l'industrie, et ainsi de suite. De même les beaux-arts et la littérature apparaissent dans les volumes au sujet desquels ils se rapportent: la littérature et la poésie relative à la campagne dans le volume sur la campagne genevoise, les historiens, les écrivains politiques et les juristes sont traités dans le volume relatif aux institutions, la poésie et la musique religieuses dans le tome traitant des religions, etc.

Le résultat n'est pas tout à fait celui que j'avais imaginé: je voyais un texte entouré d'une quantité d'images commentées, de véritables «illustrations» – et non pas de la décoration – éclairant ce que disait le texte et courant parallèlement à lui. Mais cela aurait donné sans doute un fouillis peu agréable à consulter. Il fallut se résigner, non sans admiration du reste, à la belle maquette classique et plutôt sage, conçue par Julien van der Wal, qui «vieillit bien» et qui permet de suivre un texte logique sans être constamment dérangé par des encadrés du type «quotidien du soir». Mais cette indispensable logique oblige les auteurs à soigner l'ordonnance, les liaisons et les articulations du texte. La solution de facilité, qui consiste à rejeter dans des encadrés les points que l'on ne sait comment relier au reste, n'est ici pas praticable.

La ventilation de l'histoire de l'art par thèmes a déçu plus d'un spécialiste. C'est en partie pour les consoler que nous avons réintroduit dans le dernier volume la notion d'art traité pour soi et non par rapport aux

fonctions. Mais l'équipe qui s'est attelée à ce volume a admis le principe d'un traitement sociologique, où le «consommateur» d'art est pris en compte autant que le producteur. Il paraît d'ailleurs que cette approche n'est pas nouvelle et que les anciennes histoires de l'art genevois⁸ ont aussi eu cette tournure sociologique.

«L'épaisseur historique»

Restait le problème de l'histoire. Dans notre déclaration d'intention, datée d'août 1979, le point 7 disait faire appel «avant tout aux collaborateurs qui peuvent témoigner d'une expérience dans les domaines et les activités qu'ils décriront, et apporter une réflexion personnelle sur ces sujets». Ainsi un banquier aurait parlé de la banque, un paysan de l'agriculture, un historien de l'historiographie, un poète de la poésie, un pasteur de la vie religieuse – mais pourquoi pas le président d'un conseil de paroisse? Ainsi, chacun aurait parlé de «l'histoire qui était en lui».

Au moment de mettre à exécution ce beau programme, nous nous sommes heurtés à des difficultés majeures. Premièrement, ceux qui bénéficiaient de la meilleure expérience dans leur activité propre étaient généralement très haut placés dans leur corporation ou leur syndicat. Ayant beaucoup de responsabilités et beaucoup d'expérience, ils étaient conscients des risques. Ce qu'ils racontaient volontiers *inter pocula*, ils hésitaient à l'écrire dans une publication qui serait largement diffusée, et dont le titre «Encyclopédie de Genève» avait des relents sulfureux et intimidants de prise du pouvoir intellectuel et politique⁹. Prétextant le manque de temps, ou plus modestement la difficulté d'écrire, plusieurs ont mandaté un «chargé d'information» ou un journaliste libre pour écrire un texte aussi peu compromettant que possible, donc pas assez critique. Ayant su rester indépendante de l'Etat, l'Encyclopédie n'en courait pas moins le danger de subjectivité ou d'inféodation à telle ou telle tendance, à tel ou tel groupe de pression. Certaines corporations avaient leur historiographe officiel, sur lequel elles comptaient pour placer dans l'Encyclopédie le récit chronologique de «faits» déjà cent fois reproduits dans les bulletins professionnels.

De manière générale, le comité et les responsables d'ouvrages qui lui servaient de relais, chargés de rechercher des auteurs, de les motiver et de

8 Jean-Jaques Rigaud: «Recueil de renseignements relatifs à la culture des beaux-arts à Genève», dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. IV, 1845, p. 17–68; t. V, 1847, p. 1–87; t. VI, 1849, p. 1–94, 383–469; Louis Gielly: *L'école genevoise de peinture*, Genève, 1935; Waldemar Deonna: «Les arts à Genève des origines à la fin du XVIII^e siècle», dans *Genava*, t. XX, 1942, p. 1–499.

9 Voir ce que nous en disons dans C. Santschi: «Naissance et conception d'une Encyclopédie», dans *Bulletin de la Société genevoise d'utilité publique*, 3^e série, n° 6, 1982, p. 12.

relire leurs textes pour en vérifier l'adéquation au projet, ont su voir et éviter ce danger, quelquefois au prix de grincements, voire de refus de collaborer ou de démissions. Mais ces grincements restent l'exception. Au contraire, la grande majorité des auteurs s'est montrée très ouverte, très désireuse de participer à une entreprise qui devait faire connaître aux Genevois «ce qu'ils avaient sous leurs pieds», selon l'expression de Paul Guichonnet, qui fut un artisan de la première heure. Et leur enthousiasme n'était pas d'opportunisme, puisqu'il s'est manifesté dès le début de l'entreprise, longtemps avant que l'on sût si elle allait être couronnée de succès.

De son côté, le comité, particulièrement la soussignée, a dû se montrer souple, et admettre que dans un ouvrage destiné au grand public, un renouvellement intégral de la connaissance, ou plutôt du discours historique, n'était pas envisageable. Cela d'autant plus que Genève ayant une forte identité historique, il était illusoire, et pas forcément juste, de prendre systématiquement le contrepied de tous les mythes mobilisateurs qui composent cette identité.

C'est pourquoi nous avons remis aux auteurs des premiers volumes quelques «indications pratiques» qui explicitaient les différents points de la déclaration d'intention. Citons ici les réflexions qui se développent autour du point délicat de l'actualité dans l'Encyclopédie:

«4. Une Encyclopédie actuelle.

«La notion d'actualité ne doit pas être confondue avec celle de conjoncture. La conjoncture, c'est un point sur une courbe statistique, c'est un écrit transitoire, qui est sans intérêt pour une Encyclopédie qu'on ne réécrira pas chaque année. L'Encyclopédie est actuelle dans le sens qu'elle répond à des questions que l'on se pose actuellement, dans le dernier quart du XX^e siècle, sur Genève.

«L'épaisseur du passé contenu dans les choses, ce n'est pas simplement une série de récits du passé, mais une enquête historique visant à rechercher dans le passé l'explication de l'état de chose actuel, comme résultante des forces qui ont agi sur l'évolution de Genève à travers les âges. Ainsi tout discours relatif à des faits passés doit servir à expliquer l'état présent de Genève. C'est à l'auteur de déterminer jusqu'où, dans son enquête, il doit remonter dans le passé pour fournir une explication.»

De plus, comme la spécificité genevoise devait être définie non seulement dans l'espace, par comparaison avec les autres villes¹⁰, mais encore dans le temps, il fallait aussi déterminer à quel moment avaient eu lieu les mutations décisives qui ont fait de Genève ce qu'elle est.

La mutation la plus décisive semble bien être la Réforme, puisque pour beaucoup d'auteurs, même les plus cultivés, il apparaît que l'histoire de

10 Ce qui n'est pas facile dans une historiographie qui croit pouvoir se suffire à elle-même depuis le XVI^e siècle.

Genève commence en 1536, et que les mille ans du Moyen Age sont soit inexistants, soit négligeables. Ils appartiennent encore, dans une large mesure, à un groupe très restreint de médiévistes, dont les travaux n'ont pratiquement aucun accès au grand public. Il y a encore un long chemin à parcourir jusqu'à ce que les ouvrages des Paul-E. Martin, Louis Blondel, Henri Naef et Louis Binz arrivent jusqu'à l'école et deviennent un élément de la mentalité collective.

Or la Genève actuelle, soucieuse de rétablir des relations privilégiées avec sa région savoyarde et rhône-alpine, ne saurait oublier qu'à l'époque épiscopale elle a exercé un rôle de commandement sur une vaste région. Finalement, l'époque héroïque de la citadelle réformée, résistant à force de sacrifices et de discipline à la pression des voisins français et savoyards, n'aura duré que deux cent cinquante ans, de l'émancipation de 1536 à l'Annexion de 1798. En allant au-delà des mythes fondateurs, l'*Encyclopédie* de Genève a dérangé, mais elle a rappelé que l'histoire de Genève n'était pas tout entière résumée dans la nuit de l'Escalade.

De toutes ces réflexions, de toutes ces discussions avec les auteurs, stimulés les uns par la nouveauté du projet, les autres par la souplesse de la structure, d'autres encore par le prestige lié au titre d'*Encyclopédie*, sont nés des chapitres qui concouraient diversement à la réalisation du programme. Les uns assez rassurants par leur ordonnance chronologique, leur contenu informatif bien réglé, mais peut-être un peu convenu, les autres véritables témoignages, assumant leur subjectivité, d'autres encore brillantes synthèses.

Aux membres du comité et aux directeurs des ouvrages qui ont rassemblé et mis les textes en page, l'opération a révélé une cohérence profonde, non seulement entre des auteurs de tendances très diverses bien que de formation assez semblable, mais aussi dans le contenu des chapitres et des volumes. Cette cohérence n'allait pas de soi a priori. Combien de fois n'avons-nous pas entendu objecter, au moment de l'élaboration du plan: «Le plan de ce volume va dans tous les sens», «où est la ligne directrice?» Le sens pourtant se révèle partout, et donne à penser que finalement un livre commencé selon un certain projet vit de sa vie propre, guidé d'une main légère par ceux qui s'en croient les auteurs. Cela devrait nous rendre modestes.

Bilan provisoire

Le tableau n'est pas entièrement terminé. Il ne sera sans doute pas remis à jour, alors que certaines informations qu'il contient sont évidemment vieilles. Mais la photographie de la Genève des années 1980 à 1990 est là,

avec son «épaisseur historique». Les lacunes, les sujets qui mériteraient des recherches plus larges ou plus approfondies, sont signalés. Inversement, la nécessité d'être aussi complet que possible pour réaliser la «roue des connaissances» a incité certains auteurs à poursuivre la recherche pour leur compte et à la développer en l'approfondissant dans des articles ou même des livres.

Le projet d'une «Encyclopédie de Genève» a donc une dynamique. La conception initiale, ouverte, mais quelque peu fumeuse, a évolué, essentiellement sous l'influence des collaborateurs. Elle a dû se préciser, de telle manière que les auteurs eussent des directives communes, capables d'assurer l'unité de l'œuvre, mais la diversité des objets traités et les suggestions des auteurs ont maintenu la fluidité et la souplesse nécessaires à la réalisation d'une encyclopédie collective. Au reste, bien que nous ayons inscrit dans les statuts que notre Association visait à procurer une «connaissance renouvelée de Genève», ce n'est pas ainsi qu'elle a été perçue: le premier témoignage spontané que nous ayons eu de cette perception présente l'Encyclopédie de Genève au premier degré, comme un simple bilan de la vie genevoise, nécessaire dans les «périodes de transition et de doute», où apparaît «le besoin de se retrouver, de savoir où l'on en est, pour mieux s'orienter et repartir de l'avant»¹¹. C'est ainsi que nos inquiétudes épistémologiques de soixante-huitards attardés ont trouvé une concrétisation dans l'utilité publique.

11 Paul-Olivier Vallotton (président du parti écologiste genevois): «L'Expo à Genève ... mais en 2002!», dans *Tribune de Genève* du vendredi 3 septembre 1993, p. 2.